

# JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

E. FLECHEY

## **L'alimentation de Paris en viande de boucherie (1879, 1880, 1881)**

*Journal de la société statistique de Paris*, tome 24 (1883), p. 57-62

[http://www.numdam.org/item?id=JSFS\\_1883\\_\\_24\\_\\_57\\_0](http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1883__24__57_0)

© Société de statistique de Paris, 1883, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme  
Numérisation de documents anciens mathématiques  
<http://www.numdam.org/>

#### IV.

##### L'ALIMENTATION DE PARIS EN VIANDE DE BOUCHERIE (1879, 1880, 1884).

Nous ferons précéder le relevé des renseignements relatifs à Paris de quelques données générales concernant la France entière et relatives à un passé de 20 ans (1856-1877).

La quantité de viande consommée en France qui, en 1856, était évaluée à 872 millions de kilogrammes, s'élevait en 1877 à 1,261 millions, soit une augmentation de plus de 40 p. 100. Les importations, pendant le même temps, avaient plus que doublé, variant de 51 millions à 125 millions de kilogrammes. Elles représentaient en 1856 la 18<sup>e</sup> partie et en 1877 la 10<sup>e</sup> partie seulement de la production indigène. On rappellera à ce propos que l'importation n'est compensée que pour un quart environ par l'exportation, mais surtout qu'elle s'applique pour les trois quarts à la race ovine, dont la diminution, en France, est constatée depuis plus de 20 ans par les statistiques agricoles ; le fait est d'ailleurs commun à tous les pays où s'accroît le morcellement de la propriété.

La quantité de viande consommée en 1877, rapprochée des existences d'animaux relevées pour toute la France en 1876, donne, sur le pied moyen de 90 kilogr. de poids net par animal, un total de 12 millions d'animaux abattus. C'est environ le tiers des existences. Cette proportion n'est qu'une moyenne et varie singulièrement suivant les espèces. On admet en général 1/5 d'animaux abattus pour l'espèce bovine, 1/3 pour les moutons, 1/2 pour les porcs.

Étant donnée maintenant la répartition des populations urbaines et rurales, la consommation moyenne annuelle par habitant a varié en France, pour la période de 1876 à 1877, de 17 à 24 kilogr. dans les campagnes, de 54 à 66 kilogr. dans les villes de plus de dix mille âmes. C'est une moyenne générale de 24 à 34 kilogr. par habitant.

En ce qui concerne Paris, nous relèverons successivement, pour les années 1879, 1880, 1884, le nombre des arrivages par provenance, le nombre de ventes pour Paris et pour l'extérieur, le poids net, le prix de la viande nette, enfin la quantité consommée en viande de boucherie, d'après les documents officiels publiés dans le *Bulletin n° 2 du Ministère de l'Agriculture* (année 1882), conformément aux chiffres communiqués par la préfecture de police.

On sait que la vente en gros des bestiaux est concentrée, à Paris, au marché de la Villette ; quelques ventes seulement s'effectuent dans les auberges avoisinantes. Le décret du 24 février 1858, qui a établi la liberté de la boucherie, instituait en même temps des facteurs pour la vente des bestiaux. Mais leur emploi n'était que facultatif : le nouveau rouage a complètement disparu et les bestiaux sont tous vendus à l'amiable, à l'aide de commissionnaires. De là certaine difficulté, pour le statisticien, d'avoir les prix de vente de l'animal aux bouchers. On verra plus loin comment il a été remédié à cette lacune. Les droits d'entrée sont les suivants : 3 fr. par tête de taureau, bœuf ou vache, — 1 fr. par tête de veau, — 1 fr. par tête de porc, — 30 c.

par tête de mouton. Ces animaux pouvant rester invendus entre deux et même trois marchés, des abris leur sont offerts dans des locaux spéciaux moyennant un droit de séjour par nuit ainsi fixé pour les catégories précédentes : 50 c., 20 c., 10 c. et 5 c.

*Arrivages.* — Il ne s'agit ici, bien entendu, que de l'ensemble net des arrivages (défalcation faite des doubles et triples emplois) des animaux de boucherie à Paris. Ces arrivages représentent environ la 7<sup>e</sup> partie de la quantité d'animaux produite et introduite en France. Nos 87 départements, l'Algérie et 22 pays étrangers y contribuent dans les proportions suivantes :

1<sup>o</sup> *Nombre d'arrivages.*

ESPÈCES.		1879.	1880.	1881.
Bovine.	bœufs . . . . .	248,029	275,801	270,776
	vaches . . . . .	60,536	77,355	74,015
	taureaux . . . . .	12,286	13,969	15,060
	veaux . . . . .	183,477	192,674	200,318
Ovine . . . . .	1,920,390	2,038,625	2,039,743	
Porcine (porcs gras) . . . . .	305,949	296,002	276,516	

2<sup>o</sup> *Proportion par provenance.*

ESPÈCES.	1879.			1880.			1881.			
	Continent français.	Algérie.	Étranger.	Continent français.	Algérie.	Étranger.	Continent français.	Algérie.	Étranger.	
Bovine.	bœufs . . . . .	93.0	0.6	6.1	95.8	0.3	3.9	99.1	0.0	0.8
	vaches . . . . .	97.4	»	2.6	96.3	»	3.7	98.2	»	1.8
	taureaux . . . . .	97.9	»	2.1	97.6	»	2.4	99.1	»	0.9
	veaux . . . . .	99.6	»	0.4	99.6	»	0.4	99.5	»	0.5
Ovine . . . . .	46.1	6.7	47.2	43.7	2.8	53.5	52.7	1.4	45.9	
Porcine (porcs gras) . . . . .	95.6	»	4.4	94.3	0.5	5.2	94.3	»	5.7	

C'est un total de 2,730,667 têtes en 1879, 2,894,426 têtes en 1880, et 2,877,025 en 1881.

D'une manière générale, on peut dire que 53 p. 100 des arrivages parisiens proviennent de France et quelque peu d'Algérie, et 47 p. 100 de l'étranger, avec cette remarque essentielle que l'immense majorité des importations (la moitié environ de celles par la France entière) concerne la race ovine. Nous avons mentionné plus haut la diminution de nos moutons. On rappellera qu'on attribue ce mouvement, non seulement au morcellement de la propriété, mais encore à la vente des communaux, à la suppression graduelle du droit de parcours et de vaine pâture, à la suppression des jachères et des terres vagues et aux travaux de gazounement et de replantation.

L'Algérie, en 1879, avait envoyé à Paris 128,000 moutons, mais la sécheresse persistante dans ce pays a fait baisser le nombre des arrivages à 57,840 en 1880 et à seulement 28,585 en 1881. Il est vrai que notre colonie envoyait encore plus de 400,000 moutons, l'année dernière, dans nos départements du Midi.

Si nous entrons maintenant dans le détail, on peut dire, en ce qui concerne la France, que nos 87 départements contribuent à la consommation parisienne dans des proportions très variées et parfois peu connues. Si l'on sait en effet que les produits de la race bovine nous viennent principalement de la Normandie et des

régions avoisinant Paris, ainsi que la plus grande partie des moutons, de même que les porcs de Paris sont connus comme provenant du Maine, de l'Anjou et du Poitou, on sait peut-être moins que la Guyenne nous envoie de préférence des bœufs et des moutons ; la Champagne et l'Orléanais, des veaux ; l'Auvergne des vaches et aussi des moutons.

Quant à l'étranger, c'est d'Allemagne que nous recevons surtout les moutons et les porcs ; de Hongrie, les moutons ; d'Italie, les bœufs, et de Suède, les vaches, les veaux et les porcs. Il n'est peut-être pas inutile de rappeler ici que si les importations de l'étranger à Paris, en bœufs et porcs, sont relativement peu importantes, il n'en est pas de même pour nos départements de l'Est, où se rendent de préférence les porcs belges, et pour ceux du Midi, où se dirigent les bœufs et les moutons d'Italie et d'Algérie. Certaines dispositions législatives, motivées par la crainte de l'invasion de la peste bovine, ont eu également pour effet de modifier, pour certains pays, le mouvement des importations de bétail.

*Ventes.* — Il ne se vendait guère autrefois à Paris que des animaux en plus ou moins parfait état d'engraissement, mais destinés tous à être consommés. Le développement des voies ferrées a modifié cette situation. De là des ventes courantes d'animaux de travail et aussi de quelques vaches laitières ; d'autre part, les bouchers de Paris et de la banlieue ne sont plus seuls à venir au marché de la Villette, mais bien aussi ceux de la province.

Le nombre des animaux vendus à la Villette a été de 2,593,387 en 1879 ; 2,767,923 en 1880 ; 2,743,484 en 1881. La répartition par années et par espèces était la suivante :

ESPÈCES.	NOMBRE D'ANIMAUX VENDUS.			PROPORTION DES VENTES P. 100.						
				Paris.			Extérieur.			
	1879.	1880.	1881.	1879.	1880.	1881.	1879.	1880.	1881.	
Bovine. {	bœufs . . . . .	227,742	253,700	250,852	67.92	67.88	69.58	32.08	32.12	30.42
	vaches . . . . .	54,337	70,965	68,072	62.62	53.81	55.98	37.38	46.2	44.02
	veaux . . . . .	131,009	189,630	197,537	75.30	74.25	70.49	24.70	25.75	29.51
Ovine . . . . .	1,826,064	1,961,618	1,957,804	71.98	67.71	71.33	28.02	32.29	28.67	
Porcine (porcs-gras) . . . . .	804,235	291,960	268,819	41.75	40.68	32.62	58.25	59.32	67.38	

Les ventes suivent à peu près le mouvement des arrivages, avec cette remarque que la diminution pour les porcs est encore plus notable et plus continue en ce qui concerne leur vente. Les chiffres de 1880 sont supérieurs au total à ceux de 1881, et cependant on constate dans cette dernière année une augmentation dans la consommation parisienne. C'est que la *vente en animaux* pour l'extérieur a diminué au profit de la vente pour Paris, à l'exception toutefois de la vente des porcs. D'autre part, on verra plus loin que la quantité de *viandes dépecées* sortie des abattoirs de Paris pour l'extérieur, qui n'est malheureusement relevée qu'en bloc, tend à augmenter. La consommation de province, en recevant moins d'animaux vivants, y perd donc moins qu'on ne pourrait le croire. C'est une simple transformation dans le commerce de la boucherie.

*Poids.* — Le poids net moyen (4 quartiers) a peu varié : Bœufs, 343, 343 et 342 kilogr. — Vaches : 234, 235 et 234 kilogr. — Veaux : 79, 78, 77 kilogr. — Moutons : 20, 19 et 20 kilogr. — Porcs gras : 87, 85 et 83 kilogr. Le poids du bétail étranger est très généralement inférieur à celui des produits indigènes. On sait que le

rapport du poids brut au poids net varie singulièrement suivant les espèces. C'est le mouton qui perd le moins, 40 p. 100 en moyenne; le bœuf, 50 p. 100, et le porc, 60 p. 100.

*Prix.* — Les prix relevés dans le travail que nous analysons ne sont pas ceux de vente aux bouchers, mais bien des prix calculés d'après ceux de chaque marché à titre de mercuriale par une commission composée de 9 marchands de bestiaux et de 9 marchands bouchers, et représentant la valeur de la viande nette (4 quartiers). Dans ces conditions, ils reflètent donc suffisamment les fluctuations du marché.

Avant de les relever ici, nous rappellerons que leur élasticité très grande est due en partie à la diversité même de la destination que reçoivent les animaux, mais surtout aux circonstances qui pèsent momentanément sur la culture, et particulièrement à l'abondance ou à la disette des fourrages. Dans les années de disette, en effet, le cultivateur ne pouvant nourrir son bétail ne songe qu'à s'en défaire. De là baisse des prix. Par contre, si les fourrages ont été abondants, le cultivateur a intérêt à utiliser son bétail, soit en le faisant travailler, soit en vendant les produits qu'il en tire (lait, beurre, croît), dès lors, hausse des prix par suite de la rareté de la marchandise. Les besoins de la consommation restent d'ailleurs toujours les mêmes, l'importation venant combler les vides. Elle joue ici un véritable rôle de régulateur contre la hausse exagérée des prix, puisqu'elle n'augmente que lorsque ceux-ci sont déjà élevés par la force même des choses. Elle tend plutôt au contraire à les faire baisser. Nous faisons exception, toutefois, pour les moutons, pour lesquels la France n'est pas maîtresse suffisante du marché.

Voici les prix relevés pour Paris de 1879 à 1881 :

*Prix moyen du kilogramme de viande nette (le quartier).*

ESPÈCES.	1 <sup>re</sup> QUALITÉ.			2 <sup>e</sup> QUALITÉ.			3 <sup>e</sup> QUALITÉ.		
	1879.	1880.	1881.	1879.	1880.	1881.	1879.	1880.	1881.
Bovine. { bœufs . . . . .	1 <sup>r</sup> 75	1 <sup>r</sup> 69	1 <sup>r</sup> 64	1 <sup>r</sup> 62	1 <sup>r</sup> 50	1 <sup>r</sup> 43	1 <sup>r</sup> 38	1 <sup>r</sup> 19	1 <sup>r</sup> 13
{ vaches . . . . .	1 59	1 55	1 53	1 37	1 30	1 30	1 16	1 02	0 97
{ veaux . . . . .	2 07	2 12	2 09	1 89	1 97	1 86	1 63	1 50	1 46
Ovine . . . . .	1 96	1 98	1 97	1 71	1 71	1 79	1 23	1 38	1 52
Porcine (porcs gras) . . . . .	1 44	1 69	1 63	1 38	1 61	1 56	1 32	1 52	1 49

Nous remarquerons de 1880 à 1881 une baisse assez faible, mais générale, si ce n'est pour les moutons. Toutefois, de 1879 à 1880, les mouvements sont plus accentués et les seuls, à notre avis, dont on puisse tirer un indice sérieux. Baisse très forte pour toute l'espèce bovine, mais hausse pour les moutons et les porcs.

Le manque de fourrages en 1880 explique évidemment la diminution des prix de vente des bœufs. Il en est de même pour les vaches. Quant aux veaux, c'est sur ceux de 3<sup>e</sup> qualité seulement que se porte la baisse. En ce qui concerne maintenant les moutons et les porcs, les uns importés pour près de moitié, les autres nourris dans des conditions différentes de celles des bovidés, la baisse n'avait plus de raison d'être devant les exigences de la consommation. Cette hausse s'est maintenue, comme nous l'avons dit, pour les moutons de 1880 à 1881, mais ne s'est pas continuée pour les porcs.

Les accroissements et les diminutions de prix signalés ci-dessus se retrouvent en détail dans le tableau suivant qui fournit en outre un élément comparatif intéressant, l'accroissement du nombre des ventes pour le même prix.

*Taux d'accroissement p. 100.*

ESPÈCES.	NOMBRE des ventes.		PRIX DES VIANDES.					
			1879 à 1880.			1880 à 1881.		
	1879 à 1880.	1880 à 1881.	1 <sup>re</sup> qualité.	2 <sup>e</sup> qualité.	3 <sup>e</sup> qualité.	1 <sup>re</sup> qualité.	2 <sup>e</sup> qualité.	3 <sup>e</sup> qualité.
Bovine: {	Bœufs . . .	11.53 —0.53	—3.43	—6.25	—13.77	—2.95	—4.66	—4.29
	Vaches . . .	30.60 —4.07	—2.52	—5.11	—12.07	—1.29	»	—4.90
	Veaux . . .	4.77 4.17	2.41	4.24	—7.98	—1.41	—5.58	—2.66
Ovine . . . . .	7.43 —0.19	1.02	»	13.00	—0.50	4.68	9.36	
Porcine (porcs gras).	—4.03 —7.09	17.36	16.66	15.15	—3.55	—3.10	—1.97	

Comme on pouvait le prévoir, la diminution des prix de vente des animaux de la race bovine (bœufs et vaches) de 1879 à 1880 coïncide avec l'augmentation du nombre des ventes. Ajoutons que, pour la même période, l'importation a été moindre. Ce fait est une confirmation directe du rôle que nous avons assigné plus haut à l'importation. Une autre remarque à faire, c'est que les plus fortes diminutions de prix portent sur les viandes de 3<sup>e</sup> qualité. Ce mouvement, qui date déjà de plusieurs années, est attribué à deux causes distinctes, savoir : la disposition croissante des consommateurs à se nourrir de morceaux plus choisis, puis l'augmentation de la consommation de la viande de cheval. Des données que nous réunissons en ce moment nous permettront ultérieurement d'éclaircir ce dernier point.

*Consommation.* — La baisse tend à développer la consommation. Aussi ne serons-nous pas surpris de voir la quantité de viande consommée par Paris s'élever de 146 millions de kilogrammes en 1879 à près de 166 millions en 1881.

C'est sur le pied d'un taux moyen annuel d'accroissement de 15 habitants pour 1,000 une consommation moyenne par habitant et par an de 70 et 77 kilogr., comme on peut le voir dans le tableau suivant :

*Consommation à Paris des viandes et issues.*

CATÉGORIES.	1879.	1880.	1881.
Viandes et issues provenant { des abattoirs .	131,560,618	139,288,480	147,918,622
{ de l'extérieur.	23,785,504	26,884,810	28,606,537
Quantités totales des viandes introduites dans Paris . . . . .	155,346,122	166,173,290	176,525,159
Viandes sorties des abattoirs pour être consommées à l'extérieur . . . . .	8,756,502	9,529,486	10,783,335
Viandes et issues restant pour la consommation parisienne . . . . .	146,589,620	156,643,804	155,596,265
Consommation moyen <sup>ne</sup> annuelle par habitant.	70 <sup>k</sup> ,53	74 <sup>k</sup> ,30	77 <sup>k</sup> ,53

Les moyennes générales de consommation se répartissent en fait sur une population des plus variées au point de vue du sexe et de l'âge et dont quelques catégories, soit par principes, habitudes ou absences, ne peuvent pas compter comme des consommateurs journaliers de la viande à Paris. Il en résulte que les chiffres ci-dessus, qui répondent à 176 et 192 grammes par jour, peuvent être considérés comme inférieurs de beaucoup à ce que consomme la population masculine travailleuse. Comme points de repère, nous citerons la ration de 300 grammes de viande du soldat et le chiffre de 500 grammes que M. Dubost, actuellement directeur de l'École d'agriculture de Grignon, cite comme étant celui assigné aux élèves de cet établissement.

Un mouvement intéressant à étudier est celui des viandes introduites dans Paris

de l'extérieur, et inversement, de celles sorties des abattoirs pour être consommées à l'extérieur. Ces deux quantités augmentent, mais en résumé au profit de Paris, puisque, comme on le voit dans le tableau ci-dessus, la province envoyait, en 1881, 28 millions de kilogrammes de viandes au lieu de 22 millions en 1879, tandis que nos abattoirs n'adressaient en province que 11 millions de kilogrammes en 1881, contre 9 millions en 1879. Ce résultat s'explique à la fois par l'augmentation de la population et l'accroissement de la consommation, tous deux plus rapides à Paris qu'en province.

En résumé, la consommation marche plus rapidement que la production. Dès lors et tout en admettant la concurrence inévitable et quelquefois utile de l'importation, il y a lieu d'encourager l'élevage, surtout dans nos départements du Midi, par tous les moyens en notre pouvoir : transformation des terres fortes et humides en prairies artificielles et naturelles, application aux animaux des principes de la sélection naturelle, maintien en bon état par des soins et des précautions continues. Tels sont les termes généraux du problème que nous laisserons le soin de résoudre aux agriculteurs et aux économistes, n'en rappelant ici que l'importance.

Actuellement, on peut dire que le Parisien consomme en moyenne environ 200 grammes de viande par jour, et l'habitant des villes 180 ; le rural, par contre, n'en consommerait que 70 grammes. Il y a là un écart que nous devons tenir à honneur de combler, l'alimentation, dont la viande de boucherie est un des principaux éléments, se liant intimement à la question d'hygiène publique, dont personne ne contestera l'importance.

E. FLECHEY.

---